



Amiens, le 21 avril 2015

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR**  
**LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Soumis à la directive IED – Chapitre II

**CERTIFICAT D'ANTÉRIORITÉ**

La préfète de la région Picardie, préfète de la Somme donne acte à la société NOVIAL, dont le siège social est situé rue de Cambrai, 59159 Noyelles-Sur-Escaut, de sa déclaration effectuée par courrier du 5 août 2013, en application des articles L.513-1 et R.515-84 du Code de l'environnement, en vue d'obtenir le bénéfice de l'antériorité pour ses installations de fabrication d'aliments pour le bétail, situées sur le territoire de la commune d'Albert. L'exploitation de ces installations est autorisée par arrêté préfectoral du 19 juin 1989 modifié par arrêté du 28 décembre 2012.

Outre les rubriques déjà visées par les différents arrêtés, ces installations relèvent de rubrique suivante de la nomenclature des installations classées :

RUBRIQUE	RÉGIME	LIBELLÉ DE LA RUBRIQUE	CAPACITÉ
3642	Autorisation	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :  2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 t de produits finis par jour ou 600 t par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an	Capacité de production de 388 tonnes/jour d'aliments pour le bétail

Conformément à l'article R.515-61 du Code de l'environnement :

- la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3642
- les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles faisant référence au BREF : FDM (industries agroalimentaires et laitières).

Conformément à l'article R.515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations mentionnées à l'article L.515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.

Par ailleurs, il est rappelé à l'exploitant que les prescriptions auxquelles l'exploitation est déjà soumise demeurent applicables.

Pour la Préfète et par délégation,  
Le chef de bureau,

Nicolas GRENIER

Copie adressée à :

- Monsieur le maire d'Albert  
s/c de monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de Péronne
- au directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme,
- au directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Picardie,
- à l'inspecteur des installations classées (DREAL UT 80),
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Somme.